



HAL
open science

La monnaie locale au travail. L'institutionnalisation de l'eusko au Pays Basque

Mathilde Fois Duclerc

► **To cite this version:**

Mathilde Fois Duclerc. La monnaie locale au travail. L'institutionnalisation de l'eusko au Pays Basque. Sociologie du Travail, 2022, Prix des jeunes auteurices 2021, 64 (3), pp.[en ligne]. 10.4000/sdt.41899 . halshs-03728321

HAL Id: halshs-03728321

<https://shs.hal.science/halshs-03728321v1>

Submitted on 21 Jul 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

La monnaie locale au travail. L'institutionnalisation de l'eusko au Pays Basque

Troisième prix ex-aequo

Local Currency at Work: The Institutionalisation of the Eusko in the Basque Country

Mathilde Fois Duclerc

NOTE DE L'ÉDITEUR

Premier manuscrit reçu le 30 septembre 2021; article accepté le 12 mai 2022

NOTE DE L'AUTEUR

Mes remerciements vont d'abord à mes directeurs de thèse Andy Smith et Matthieu Montalban pour leur encadrement exemplaire qui a grandement contribué à ce texte. L'article doit beaucoup à Pavel Desmet, qui m'a relu et conseillée souvent, ainsi qu'à Daniele Inda et Marguerite Maclouf pour leurs observations sur une première version du texte. Il me faut remercier très vivement Xabier Itçaina pour son apport majeur à la version définitive. Ma gratitude va aussi à l'équipe d'Euskal Moneta : ce sont les premiers analystes de leur travail. Je tiens enfin à remercier le jury du prix des jeunes auteures pour la qualité de ses suggestions, ainsi qu'Anne Bertrand pour son travail d'édition. Ces recherches ont bénéficié d'un financement par le Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine dans le cadre du projet MoLoNA (MSHA, Pessac).

- 1 En mai 2014, la loi sur l'économie sociale et solidaire introduisait dans le code monétaire et financier un nouveau type de titres de paiement, les « monnaies locales », faisant suite à la multiplication de ces monnaies sur le territoire hexagonal depuis le début des années 2010. Les monnaies locales sont des moyens de paiement sous forme de billets ou de services numériques, fonctionnant sur un territoire limité parmi un réseau d'organisations et d'individus adhérents. Elles sont adossées à la monnaie officielle (une unité de monnaie locale vaut un euro) et partiellement convertibles¹. Ces monnaies se sont ainsi institutionnalisées au travers de règles juridiques qui ont fixé leur périmètre, leurs formes organisationnelles ou encore leurs modes d'émission et de circulation. Pourtant, cet aspect juridique n'épuise pas la question de leur institutionnalisation.
- 2 Ces initiatives s'inscrivent dans une longue histoire d'expérimentations et d'alternatives monétaires. Elles émergent dans des contextes de crises sociales et économiques, qu'il s'agisse de la montée de l'exclusion sociale dans le cas des systèmes d'échange local (SEL) des années 1990 (Laacher, 1997 ; Servet, 1999 ; Lenzi, 2006), ou du contexte post-crise de 2008 dans le cas des monnaies locales actuelles, apparues face à la dérégulation des échanges commerciaux et l'instabilité de la finance mondialisée. Elles sont des « projets téléologiques » (Blanc, 2018) caractérisés avant tout par les finalités qu'elles affichent, en termes de territorialisation des échanges, de dynamisation des activités locales et de développement soutenable (Fare, 2016) ou de transition écologique (Cauvet et Perrissin Fabert, 2018 ; Blanc, 2020). Du fait de ces ambitieux objectifs, l'évaluation de leur action et l'analyse de leurs « impacts » constituent un enjeu majeur (Seyfang et Longhurst, 2013 ; Michel et Hudon, 2015) ; toutefois, les espoirs qu'elles suscitent sont tempérés par leur faible développement quantitatif, en Grande-Bretagne (Marshall et O'Neill, 2015) comme en France (Blanc, 2015 ; Blanc *et al.*, 2020)². Malgré cette envergure restreinte, les monnaies locales ont été citées en exemple du caractère « communautaire » de la monnaie, du fait de leur ancrage local, de leur gestion par des acteurs de la société civile et de leurs règles de gouvernance démocratique (Dissaux et Fare, 2017 ; Servet et Swaton, 2018).
- 3 Les travaux publiés sur les monnaies locales au cours des vingt dernières années ont ainsi produit de nombreux éclairages sur les contextes d'émergence, les principes de fonctionnement et les effets potentiels de ces monnaies, mais ils ont aussi généré des points aveugles concernant leur production sociale et leur institutionnalisation. En effet, l'analyse des conditions d'émergence a souvent insisté sur les facteurs contextuels et conjoncturels au détriment d'une analyse des structures politiques locales et des ressources de la mobilisation. L'étude de la production de ces monnaies s'est limitée à un recensement des règles et finalités affichées, au détriment d'une analyse fine de leur mise en œuvre pratique. Enfin, en se focalisant sur l'aval, c'est-à-dire l'évaluation de ce que produisent les monnaies locales, la plupart des recherches sur le sujet laissent dans l'ombre la description du travail qui produit la monnaie locale. Du fait d'une puissante division du travail scientifique (Gojard et Bessière, 2004), les monnaies locales actuelles ont en réalité été peu étudiées par les sociologues et politistes ; en revanche, elles ont fait l'objet d'importants développements théoriques de la part de l'économie institutionnaliste qui combat les définitions orthodoxes faisant de la monnaie un pur instrument des échanges. Ainsi, leur dimension institutionnelle fait l'objet d'une discussion sur la nature de la monnaie plus qu'elle n'a été explorée empiriquement à travers l'analyse des processus d'institutionnalisation.

- 4 Cet article répond donc à l'objectif d'analyser la production sociale et politique d'une monnaie locale, c'est-à-dire comment elle émerge, se diffuse et s'institutionnalise. Il s'agit de décrire et de comprendre les logiques de l'institutionnalisation sans réduire celle-ci à un résultat juridique, en la pensant « en termes de configurations organisationnelles, de processus lents, de rapports de force fluides structurant des connexions ou des répulsions entre mouvements, partis, groupes de pression mais aussi administrations publiques » (Neveu, 2020, p. 317-318).
- 5 En s'appuyant sur des travaux précurseurs (Briquet, 1994 ; Demazière et Le Lidec, 2008), la grille d'analyse du changement institutionnel proposée par Andy Smith fournit à ces questionnements un cadre de réflexion heuristique. Dans cette approche, les institutions désignent des ensembles de règles, de normes, de traditions et de croyances partagées, qui structurent les comportements (Dubuisson-Quellier et François, 2011). Loin d'être immuables, elles émergent et se transforment sous l'effet d'individus ou de collectifs qui se mobilisent et réalisent un travail politique, c'est-à-dire un ensemble d'actes cognitifs, discursifs, symboliques et relationnels permettant la construction de « problèmes » et d'instruments d'action collective et leur légitimation (Smith, 2019). L'article mobilise cet outil d'analyse pour aborder la manière dont un collectif travaille à produire et à légitimer une monnaie alternative à partir de l'espace des mobilisations sociales et en s'orientant vers le champ de l'action publique. Ici, le travail politique n'est pas le fait d'acteurs publics mais se déploie dans le cadre d'une association. Dans le sillage d'une sociologie du travail associatif attentive aux frontières du monde associatif avec l'action publique et le monde de l'entreprise (Hély et Simonet, 2013), l'enquête aborde le processus d'institutionnalisation par la description du travail militant d'enrôlement et de maintien dans l'engagement des différentes catégories de membres du réseau monétaire.
- 6 À partir d'une enquête au sein de l'association Euskal Moneta (voir l'encadré 1), la démonstration s'appuie sur l'analyse du cas de l'eusko au Pays Basque³. Lancé en janvier 2013, celui-ci devient rapidement la monnaie locale la plus importante à l'échelle hexagonale, puis européenne. Fin 2021, l'association revendiquait plus de 4 000 utilisateurs et utilisatrices (pour une population d'environ 150 000 ménages) et 3 millions d'unités en circulation. L'eusko représente près de 40 % du volume total des 82 monnaies locales recensées fin 2019 en France (Blanc *et al.*, 2020). Cette trajectoire est considérée comme un modèle dans l'espace des monnaies locales mais également dans le champ académique. Le cas de la monnaie basque est donc singulier par son ampleur, mais aussi par ses fondements politiques et son encastrement dans un dense « écosystème alternatif » local (Milanesi, 2021), ainsi que par son étroite imbrication dans l'action publique (Pinos, 2020).
- 7 Afin de définir le support éthique et politique générateur des premières dynamiques d'adhésion, nous commençons par resituer la monnaie locale dans l'histoire des mobilisations économiques au Pays Basque en montrant qu'elle s'appuie sur une redéfinition du problème public du développement local. Nous revenons ensuite sur le travail d'instrumentation qui accompagne la mobilisation monétaire, en mettant en évidence les dimensions symboliques et discursives de cette entreprise d'élargissement des publics de la monnaie. Enfin, nous exposons les rouages d'une institutionnalisation en cours en insistant sur l'intense travail de légitimation qui la sous-tend.
- 8 Au bout du compte, cet article démontre que l'institutionnalisation de cette monnaie alternative relève d'un intense travail politique mené par des acteurs dotés de

ressources variées, organisés et capables de mobiliser des réseaux denses. Ce travail politique a certes construit un instrument monétaire, mais plus encore, il s'est attelé à faire émerger une institution, à la légitimer et à la normaliser en vue de sa diffusion jusque dans le champ de l'action publique. Nous cherchons ainsi à montrer comment la sociologie du travail associatif peut contribuer au décloisonnement de la sociologie de l'engagement (Sawicki et Siméant, 2009), en couplant une étude des réseaux d'engagement à celle des processus d'institutionnalisation.

Encadré 1. Méthodologie

L'analyse s'appuie sur une enquête ethnographique réalisée entre octobre 2019 et mars 2020, complétée par des observations ponctuelles entre juin 2020 et mars 2022. Elle a visé à comprendre le travail effectué par l'association Euskal Moneta en associant plusieurs matériaux. De nombreux temps de réunion ont été observés, qu'ils soient privés, comme des réunions de travail, ou publics, comme des assemblées générales. Le travail des bénévoles a été appréhendé, lorsque cela était possible, via des observations participantes sur les tables d'information tenues lors d'événements (fêtes, marchés), ou dans l'organisation de la « journée de l'eusko », fête annuelle de l'association. Le travail de démarchage des entreprises a été observé durant une dizaine d'heures passées aux côtés de deux salariées. Nous avons mené des entretiens semi-directifs avec huit salariées ou ex-salariées, huit bénévoles et six membres fondateurs. L'étude s'appuie aussi sur l'exploitation de différents documents, dont la documentation interne destinée à la formation des nouvelles recrues, et les archives de deux fondateurs de la monnaie locale. Neuf entretiens informatifs ont par ailleurs été menés avec trois responsables d'organisations « alliées » à la monnaie locale et six représentant·es de collectivités locales partenaires (cinq élu·es et un technicien).

1. « Une monnaie pour le Pays ». La genèse d'une mobilisation monétaire

- 9 On observe depuis une vingtaine d'années un renouvellement des registres d'action et de légitimation liés à « l'autonomie » au Pays Basque (Itçaina, 2010a), marqué par la prééminence du registre du « développement local » (Ségas, 2004) et des débats sur l'institutionnalisation du territoire (Urteaga, 2017). L'apparition d'une monnaie locale sur ce territoire s'inscrit dans un tel mouvement et s'appuie sur une reformulation du problème public du développement territorial autonome par hybridation avec la question de la transition écologique.

1.1. Une filiation autonomiste et altermondialiste

- 10 En retraçant l'histoire de la fondation de la « monnaie locale basque », nous montrons que l'eusko s'inscrit dans le sillage de deux courants de pensée, autonomiste et altermondialiste. Une telle hybridation a été permise par l'appropriation par certains segments du mouvement autonomiste des « utopies altermondialistes » dans les années 1990 et 2000 (Lacroix, 2009).

- 11 Le projet d'une monnaie locale au Pays Basque a été initié par des militantes de l'association altermondialiste Bizi⁴, à la suite d'une rencontre avec des membres de l'Abeille de Villeneuve-sur-Lot, l'une des plus anciennes monnaies locales de France. Comme le relate Oihana, une des fondatrices de l'eusko, c'est à l'occasion d'un des grands rassemblements dont est coutumier l'altermondialisme (Mathieu, 2005) que s'opère cette rencontre :

« C'était en 2010, il y avait un sommet à Cancún, au Mexique [...]. Et le maire de Cancon, en France, nous a proposé de faire un contre-sommet. [...] Je faisais le tour, il y avait un petit marché de producteurs, [...] et il y avait un panneau : "Ici, on peut payer en Abeille". Comme c'était une productrice de miel [...], elle m'a dit : "C'est la monnaie locale, ici. C'est une monnaie, un titre de paiement, qu'on peut utiliser juste ici, donc ça fait marcher l'économie locale dans un cercle restreint. Je sais que les Abeilles me reviendront". [...] Et je suis rentrée de là-bas avec cette idée en tête. [...] Que c'était une idée à creuser et que ça me paraissait vraiment super pour le Pays Basque » (entretien, 1^{er} février 2020).

- 12 À partir de 2010, la forme « monnaie locale » se diffuse en France à travers un « essaimage souple », par la création de nouvelles monnaies de manière autonome, leur mise en réseau plus ou moins formelle et l'organisation de rencontres régulières (Blanc et Fare, 2012). La sociologie des mouvements sociaux a montré l'importance des réseaux d'interconnaissance dans la circulation de nouvelles formes d'action collective (McAdam, 1995); ici, c'est bien la structure en réseau de « l'espace de l'altermondialisme » (Mayer et Siméant, 2004) qui provoque la rencontre et fait germer l'idée d'une monnaie locale au Pays Basque.

- 13 Mais ces relations ne sont pas une condition suffisante pour expliquer les processus qui permettent la diffusion des idées et des pratiques de l'action collective (Sommier, 2010, p. 113). L'importation de l'idée de monnaie locale s'opère au Pays Basque dans un contexte qui explique largement cette appropriation. Dès les années 1960, le mouvement autonomiste *abertzale*⁵ a politisé la question de l'économie en associant la thématique du développement économique local endogène et celle de la construction politique du territoire (Itçaina, 2010b), sans se limiter aux formes protestataires « classiques » mais en donnant corps à des « mobilisations discrètes » (Itçaina, 2006), un répertoire d'action qui s'est exprimé d'abord dans le domaine culturel par la création d'écoles associatives en langue basque (les *ikastola*) puis dans le domaine de l'économie sociale et solidaire (Itçaina, 2010a). Pantx, un des fondateurs de l'eusko né au milieu des années 1960, en décrit l'influence sur sa formation militante :

« Quand moi j'ai 14 ans ou comme ça, c'est vraiment la période où le mouvement *abertzale* commence à devenir une force [...] ultra-dynamique, où ces *abertzale* créent plein de choses, c'est-à-dire les *ikastola*, les coopératives économiques, les radios de langue basque, le syndicat paysan, etc. » (entretien, 23 décembre 2019).

- 14 À partir des années 1980, la critique du « sous-développement » du Pays Basque français qui dominait depuis les années 1960 s'estompe au profit de la promotion d'un « autre développement ». Cette inflexion se traduit dans la décennie suivante par l'adoption d'une posture altermondialiste dans certains segments du mouvement *abertzale* : elle se caractérise d'abord au sein du mouvement paysan par une « mondialisation » de l'argumentaire en défense des petits exploitants agricoles basques (Itçaina, 2005), puis s'incarne dans le festival musical Euskal Herria Zuzenean (EHZ), organisé à partir de 1996 pour célébrer « l'Eurock des peuples contre la World Company »⁶. Au milieu des années 2000, la Fondation Manu Robles Arangiz⁷, dont Pantx

est le permanent, permet une popularisation plus diffuse des cadres d'interprétation de l'altermondialisme puis des mobilisations pour le climat :

« On met en place un programme de formation qui s'appelle "D'autres mondes sont possibles" [...] où on fait venir des militants et des personnalités [...], Hervé Kempf, Susan George, Serge Latouche, [...] et dans ces conférences et ces formations, vont passer plus de mille personnes différentes [...]. On en arrive sur l'opportunité et le besoin de créer un mouvement d'*Iparralde* qui ferait le lien entre question sociale et question écologique, et c'est ça qui va donner Bizi [...]. C'est toute cette alchimie qui va être le socle de la naissance de trucs comme l'eusko » (entretien, 23 décembre 2019).

- 15 À partir de 2009, Bizi se développe parmi une nouvelle génération de « mobilisations à l'ombre des catastrophes » (Semal, 2019) et compte rapidement près de 500 membres. L'importation de l'idée de « monnaie locale » au Pays Basque s'opère ainsi dans un contexte de reproblématisation de la question de l'économie locale par le mouvement autonomiste et d'hybridation de celle-ci avec l'enjeu écologique. Par une forme d'attribution de similarité, les activistes de Bizi identifient en outre les monnaies locales comme proches d'un répertoire d'action éprouvé de longue date et orienté vers la création de structures « alternatives » (Poveda, 2020) dans les domaines culturel et économique.
- 16 Ces deux éléments permettent aux activistes de saisir une opportunité d'action politique, mais n'épuisent pas l'explication du succès de l'eusko par rapport aux nombreuses autres monnaies qui se créent durant cette période. Rendue possible par un contexte local particulier et une histoire longue d'expérimentations institutionnelles, la monnaie locale basque est aussi le produit d'entrepreneurs et entrepreneuses de mobilisation sociale particulièrement bien dotées en capitaux culturel et militant.

1.2. Des fondateurs et fondatrices dotés-es en ressources culturelles et savoir-faire entrepreneuriaux

- 17 La littérature sur les monnaies locales a insisté sur le rôle crucial d'un individu fondateur dans l'innovation monétaire et la mobilisation collective (Blanc et Fare, 2012). Sans nier que ces initiatives soient fréquemment représentées par un *leader* charismatique, il s'agit ici de montrer que ce qui apparaît comme une réussite de l'eusko renvoie à un travail militant réalisé, dès la phase de conception, par une petite équipe qui mobilise des savoirs et savoir-faire généralistes et spécialisés du fait de la pluralité des trajectoires de ses membres et de la complémentarité de leurs ressources.
- 18 Lionel, entrepreneur dans l'informatique très impliqué dans la phase de conception de l'eusko, rend compte de l'intensité de ce travail militant lorsqu'il relate une conversation tenue lors d'une rencontre avec des représentant·es d'autres monnaies locales :

« La personne me dit : "Comment vous avez fait pour que ça marche ?" Je lui dis : "voilà, on a imprimé 60 000 autocollants, 80 000 plaquettes et on était partout, on a distribué comme des fous, et du coup, voilà". "Ah oui mais nous, démarcher les gens, ce n'est pas notre truc, tu comprends, ça ne fait pas partie de nos valeurs". Donc... [il hausse le ton] comment veux-tu faire fonctionner quelque chose si tu ne veux pas en parler ? [...]. Non, non, non, le projet, il a marché parce que c'était presque militaire, je veux dire, il y avait une organisation, il y avait des décisions, il y avait une application » (entretien, 2 avril 2021).

- 19 Les profils des activistes qui ont créé l'eusko frappent par la variété de leurs trajectoires et la combinaison d'une pluralité de ressources : capital militant, connaissances économiques, savoir-faire entrepreneuriaux et commerciaux. Parmi eux, Pantx fait partie des figures centrales des mobilisations *abertzale* au Pays Basque nord. Dès les années 1990, il est à l'origine de l'association Piztu (« allumer »), qui crée le festival EHZ et se revendique « au service du mouvement identitaire du Pays Basque nord ». À la fin du siècle, lorsque l'espace nationaliste se divise sur la question de la violence politique, il milite au sein d'Abertzaleen Batasuna, parti hostile à la lutte armée, et s'engage dans un ensemble d'organisations et causes liées à l'autonomie du Pays Basque, comme le sort des prisonniers, la reconnaissance publique de l'*euskara* (la langue basque) ou encore la création d'un département Pays Basque. Toutes ces activités le rapprochent du type du « militant polyvalent » – forme d'engagement très valorisée au sein de l'espace nationaliste – et elles ont en commun d'exprimer un « autonomisme modéré » (Lacroix, 2013). Elles sont tournées vers ce qu'il décrit comme un « travail de masse » destiné à populariser la cause autonomiste au sein de la population locale – « il fallait faire en sorte que les gens puissent s'identifier à nous ». À partir de 2005, son travail de salarié militant au sein de la fondation Manu Robles Arangiz renforce encore sa multipositionnalité dans l'espace des mobilisations locales et son lien avec les mobilisations dans le champ économique : il contribue notamment à la création de la chambre de développement agricole et rural du Pays Basque puis en coordonne les comités de soutien lorsqu'elle est assignée en justice par l'État⁸. Cette trajectoire lui a permis d'accumuler un important volume de capital militant, c'est-à-dire des savoir-faire organisationnels et un « sens du jeu » politique, ainsi que des réseaux étendus (au Pays Basque, en France et à l'échelle internationale), qu'il mobilise pour des causes variées en s'impliquant dans la construction de diverses organisations. Fondateur de Bizi en 2009, il fait partie du groupe qui s'y constitue pour travailler sur un projet de monnaie locale. Il participe depuis au comité de pilotage de la monnaie, qui décide des orientations stratégiques de celle-ci.
- 20 À l'époque de la conception de l'eusko, Pantx est accompagné par d'autres militant·es aux trajectoires complémentaires, comme Oihana, alors étudiante en sciences humaines. Après le contre-sommet de Cancon, elle organise une conférence sur les monnaies locales qui donne naissance au projet. Dès lors, elle s'occupe de toute l'activité de traduction et de la communication auprès des médias bascophones. Elle est aussi chargée de tisser des liens avec différentes structures associatives (voir la section 1.3). Sa formation universitaire lui assure de solides ressources, notamment rédactionnelles, qu'elle investit dans le projet de monnaie locale en devenant la première secrétaire de l'association. Après le lancement de l'eusko, elle reste encore deux ans dans le comité de pilotage, avant de se mettre en retrait. Antoine, lui, est titulaire d'un master en économie et en géographie de l'environnement ; arrivé au Pays Basque à la faveur d'un recrutement par la « chambre d'agriculture alternative », il s'immerge rapidement dans les réseaux de sociabilité de Bizi et rejoint le groupe dédié à la conception de l'eusko. Son expertise professionnelle détermine la teneur de son travail politique : il s'occupe par exemple de la définition des critères d'acceptation des entreprises du secteur agricole.
- 21 La conception de la monnaie locale basque doit beaucoup aux ressources et aux effectifs militants de Bizi. Toutefois, dès le début, le groupe fondateur opte pour la création d'une organisation distincte, de manière à faciliter l'engagement de militant·es

extérieures à l'association écologiste. L'entrée de Rodrigue dans le collectif témoigne de cette relative ouverture. Récemment installé au Pays Basque qu'il avait quitté dans son enfance, cet ancien journaliste spécialisé dans l'économie solidaire intègre dès 2011 le groupe de travail récemment constitué et devient co-président de l'association qui porte la monnaie locale, titre qu'il conserve jusqu'à prendre la direction de celle-ci en 2017. Tout en relatant son engagement sur le registre du dévouement, en citant « l'envie de faire quelque chose pour le Pays Basque », il revendique une distance à l'égard des mondes militants — « je n'avais jamais foutu les pieds dans une association avant ça » — et met en avant sa « culture économique » qu'il relie à l'histoire commerçante de sa famille, ainsi que ses compétences commerciales importées d'une expérience ancienne dans le télémarketing — « je ne venais pas du monde militant, donc je n'avais pas de frontière par rapport au monde économique ».

- 22 Ensemble, ces militant·es initient une entreprise de mobilisation efficace : dès l'été 2011, une première réunion rassemble une petite dizaine de personnes et scelle la naissance du projet monétaire. C'est à cette occasion que Lionel rejoint le projet, armé de son expérience entrepreneuriale et de ses compétences en informatique. Le groupe dispose de ressources variées et complémentaires et peut aussi compter sur des réseaux très denses du fait de la pluralité des trajectoires de ses membres et de leur multipositionnalité. En quelques mois, il s'étoffe par l'organisation d'une vingtaine de réunions publiques dans différents bourgs du territoire mais aussi, de manière remarquable, par le recrutement ciblé d'autres militants porteurs de compétences spécifiques, notamment Niko, un ingénieur en informatique qui devient ensuite président de l'association.
- 23 La sociologie politique a bien montré que « l'existence de réseaux structurés, en relation les uns avec les autres, liés par les effets de multipositionnalité de certains *leaders* du mouvement, et ayant permis l'exercice antérieur d'une étroite collaboration, constitue une condition fondamentale de l'action collective » (Lagroye *et al.*, 2012, p. 320). Dans le cas de l'eusko, outre le capital militant et la culture entrepreneuriale réunis par les fondateurs, leur capital social constitue un atout de poids pour la constitution d'alliances avec d'autres organisations de l'espace local des mobilisations et de l'économie territoriale.

1.3. Des alliances avec des organisations issues des mobilisations locales

- 24 Andy Smith a récemment souligné combien les alliances politiques contribuent au travail de légitimation qui accompagne le changement institutionnel (Smith, 2019). Au Pays Basque, le contexte change radicalement en 2011 avec la fin de la violence politique (Guibet Lafaye, 2020), qui jusque-là constituait un obstacle au rapprochement entre organisations de gauche *abertzale*, mouvements écologistes, organisations paysannes et acteurs de l'économie sociale et solidaire.
- 25 Dans ce contexte favorable, les responsables de l'eusko s'emploient précocement à insérer leur projet dans l'espace militant local, à travers un intense travail relationnel :
- « Avant d'avoir le premier projet, on a fait une première réunion [...] où on invite toutes les assos pertinentes [...] et on leur dit : "On vous propose de participer à un comité de suivi [...] parce qu'on voudrait que le projet, dès le début, ait une assise dans les réseaux, militants et non-militants, mais du Pays Basque", pour qu'eux puissent répercuter à leurs adhérents » (entretien avec Antoine, 6 mars 2020).

26 Les associations « pertinentes » évoluent presque toutes dans ce qu'on peut appeler la « nébuleuse » *abertzale* et portent différentes causes auxquelles la monnaie locale s'arrime⁹. Certaines associations agissent dans le domaine de la défense de la langue basque, comme AEK qui coordonne les *gau eskola* (cours du soir) ; d'autres agissent en faveur de la promotion de l'agriculture paysanne, comme la chambre d'agriculture alternative EHLG ; d'autres encore sont tournées vers le développement économique local, comme l'association Hemen. Cette première mobilisation, qui suscite une adhésion de principe, ne débouche que marginalement sur une implication réelle de ces partenaires. Comme l'explique Pantx, la fabrique de leur participation passe par un travail sur la gouvernance de l'eusko :

« Elles sont invitées à participer au comité des collègues, au comité d'agrément. Le but, c'était de leur donner un certain pouvoir et un certain nombre de voix pour que [...] le projet poursuive toujours un certain nombre de valeurs et d'objectifs qui ne sont pas juste des objectifs de défense du petit commerce local » (entretien, 23 décembre 2019).

27 L'eusko a ainsi fait l'objet d'un véritable travail de construction institutionnelle pour sceller ces alliances au sein du comité des collègues, qui se réunit une à deux fois par an pour discuter et valider les orientations stratégiques définies par le comité de pilotage. Neuf personnes y représentent autant de structures qui incarnent les « valeurs fondatrices » de la monnaie¹⁰, aux côtés d'une quarantaine d'autres élues qui représentent les différentes catégories de membres (particuliers, entreprises, collectivités locales, associations) ou de travailleurs et travailleuses d'Euskal Moneta (bénévoles et salariées).

28 Ces alliances justifiées en valeur opèrent une double fonction de légitimation pour la monnaie locale : d'une part, elles assoient son caractère militant et ont vocation à prémunir l'eusko contre la suspicion de n'être qu'un outil au service d'entreprises intéressées par une clientèle captive. D'autre part, elles sont garantes de la crédibilité d'Euskal Moneta ; les associations de défense de la langue basque, les organisations de la finance solidaire et de l'économie territoriale, mais aussi la « chambre d'agriculture alternative » ont en effet en commun leur orientation plus ou moins explicitement *abertzale*, leur rapport qui a été ou demeure conflictuel avec l'État mais aussi, paradoxalement, un haut niveau de reconnaissance de leur fonction sociale voire de service public à l'échelle locale — y compris de la part des pouvoirs publics —, une surface sociale étendue mesurable par le nombre de leurs bénéficiaires, adhérent·es ou soutiens, et en définitive une forme d'institutionnalisation qui ne semble pas réductible aux processus mis en évidence par la sociologie des mouvements sociaux (Neveu, 2020).

29 Cette configuration correspond en fait à ce que Rüssel Curtis et Louis Zurcher (1973) ont nommé un « champ multiorganisationnel », c'est-à-dire un ensemble d'organisations alliées autour de la défense d'une cause *via* des « alignements » établis par des activités et des ressources communes, et un ensemble de réseaux interindividuels formés par les affiliations multiples des membres. Ce type de champ joue un rôle important dans l'émergence et le maintien des organisations porteuses d'une cause. C'est ce que montre le rôle de Xabi, qui termine à l'époque ses études en finance au sein de la société de capital-risque Herrikoa¹¹ et se trouve mis à disposition de manière informelle afin de participer à la conception de l'eusko et à sa popularisation :

« J'avais du temps salarié, on va dire, pour pouvoir faire ça [...]. J'ai écrit, au nom d'Herrikoa, à tous nos partenaires locaux [...] et aux mairies pour qu'ils nous

mettent à disposition des lieux et qu'ils fassent relais [...]. Et après, Herrikoa a balancé à tous ses actionnaires l'information qu'on organisait des réunions sur telle et telle commune [...].

— *Et le public de ces réunions ?*

— Vu que ça passait aussi par les structures de l'économie territoriale, [...] c'étaient des gens qui avaient des doutes mais qui pouvaient être convaincus » (entretien, 26 novembre 2020).

- 30 L'implication d'Herrikoa dans la conception et le lancement de l'eusko rend ainsi bien visibles certains des alignements qui ont permis de mobiliser un public averti autour de la monnaie locale avant même qu'elle ne soit en circulation. En ce sens, les alliances tissées par Euskal Moneta avec d'autres organisations ont contribué à une légitimation précoce de la monnaie locale au sein de certains segments mobilisés ou mobilisables de l'espace social local. Toutefois, cette légitimation de l'eusko au sein de la nébuleuse *abertzale* a des effets contrastés sur sa popularisation, car la monnaie locale active des réactions de rejet ou de crainte en dehors de ces réseaux, par exemple dans le monde agricole (Maclouf, 2021).
- 31 Les alliances de l'eusko confirment la centralité de la dimension relationnelle du travail politique dans la légitimation d'une cause ou d'une organisation. Toutefois, l'émergence d'une institution ne se cantonne pas à une entreprise de légitimation (Smith, 2019) ; pour comprendre l'élargissement de la mobilisation monétaire, il faut donc analyser sa « problématisation » et son « instrumentation ».

2. Élargir la mobilisation. Travailler des symboles, des valeurs, des outils

- 32 La plupart des travaux sur les monnaies locales ne distinguent pas les responsables des autres membres (Schroeder *et al.*, 2011), ce qui occulte la composition de leurs élites respectives, ainsi que leur travail de mobilisation et d'édification d'une communauté monétaire alternative. Or, ce travail relationnel et de cadrage de l'eusko correspond à l'élaboration du sens de la mobilisation monétaire (Snow *et al.*, 1986 ; Benford et Snow, 2000) ; son repérage exige de prêter attention aux symboles et aux valeurs, de manière à analyser les pratiques par lesquelles le groupe « mobilisé *de facto* » définit un groupe mobilisable en fonction d'une représentation située des divisions de l'espace social (Voutat, 1996, p. 31). Il s'agit également d'analyser la construction de l'instrument monétaire et les choix politiques qui guident la conception des outils de l'eusko.

2.1. Une monnaie populaire construite sur des symboles du pays

- 33 Une mobilisation ne peut s'étendre qu'à condition que s'opère sa popularisation, autrement dit sa médiatisation et sa diffusion large dans l'espace social (Neveu, 2015). Dans sa thèse, Isabelle Lacroix a montré à quel point le travail militant au sein du mouvement *abertzale* associe dimensions organisationnelle et symbolique, les « dispositifs pratiques » étant « imbriqués à des formes rituelles » (Lacroix, 2009, p. 329). De même, les responsables de la monnaie se sont appuyées sur un sentiment d'appartenance territoriale (Chamboredon *et al.*, 1985), pourtant loin d'être uniforme au sein de la population. La mobilisation autour de la monnaie basque s'est diffusée au

prix d'un travail de mise en conformité de celle-ci avec un ensemble de symboles du pays :

« Oui, c'est vrai qu'au Pays Basque, il y a un terreau identitaire. Mais on a su jouer avec ! Le fait de dire "l'euskara va être une dimension de la monnaie", ça parle aux gens. [...] Tout le monde est attaché à sa région d'une manière ou d'une autre, il faut trouver le truc » (entretien avec Antoine, 6 mars 2020).

- 34 Le travail de popularisation a consisté à s'appuyer sur deux dimensions de « l'identité » basque : la première renvoie à un sentiment d'appartenance ici fondé sur la communauté linguistique bascophone. La centralité de la promotion de l'euskara pour Euskal Moneta est frappante : sa communication est bilingue mais certains slogans ne sont compréhensibles que par les bascophones, comme « *euskoa denen esku* » (« l'eusko dans les mains de tout le monde ») fondé sur un jeu de mot intraduisible, du fait de l'homophonie entre *eusko* et *esku* (main) ; plus encore, l'association s'emploie à favoriser un usage public de la langue basque et les entreprises qui adhèrent s'engagent à pouvoir accueillir la clientèle avec quelques mots de basque ou bien à mettre en place un affichage bilingue dans leur magasin ou sur leurs supports de communication¹².
- 35 La seconde dimension renvoie à une « image sociale » du territoire, à travers des discours et des symboles homogénéisants (Avanza et Laferté, 2005) auxquels s'adosse l'eusko. L'élaboration des billets s'inscrit dans cette logique, comme en atteste Oihana :
- « On se disait que c'était comme un tract, le billet, qui passe de main en main [...]. On voulait que ça représente le Pays Basque [...] pour que les gens puissent s'identifier à un billet » (entretien, 1^{er} février 2020).
- 36 Le travail sur la dimension symbolique de la monnaie a également consisté à l'inscrire dans des espaces et des moments porteurs d'une forte surface sociale, en premier lieu lors de la campagne de communication qui a conduit au choix du nom de la monnaie. Au printemps 2012, après avoir lancé un appel dans les médias locaux, les responsables d'Euskal Moneta reçoivent plus de 300 propositions puis sollicitent des personnalités locales pour en sélectionner sept. Ils organisent ensuite pendant trois semaines un vote qui mobilise 1200 personnes. Finalement, c'est au cours d'Herri Urrats, un événement central des sociabilités militantes, qu'a lieu la révélation du nom de la monnaie¹³. Le résultat, *eusko* (« basque »), étaye l'idée que le travail symbolique de mobilisation d'un sentiment d'appartenance au Pays Basque a été déterminant dans la popularisation de la monnaie locale et les dynamiques d'adhésion.

Encadré 2. Les billets et la mobilisation d'une image sociale plurielle du territoire

Les billets (voir la figure 1) sont porteurs d'une logique de représentation qui dessine une image sociale du Pays Basque nord combinant deux dimensions, culturelle et économique.

La dimension culturelle est représentée sous trois aspects : un aspect artistique qui convoque des pratiques traditionnelles musicales (la *txalaparta*) et dansées (danseurs souletins), un aspect religieux représenté par l'église de Libarrenx, un clocher trinitaire typique de Soule, et un aspect linguistique, illustré par l'apprentissage scolaire revitalisé du basque, avec l'écolière écrivant au tableau « *nor-nori-nork* », un fondement de la conjugaison.

La dimension économique est rendue par des illustrations qui célèbrent la diversité productive du territoire : le secteur primaire avec les pentes du vignoble d'Irouléguay, le troupeau dans la vallée des Aldudes et le port de pêche de Saint-

Jean-de-Luz ; le secteur secondaire avec le port industriel de Bayonne ; le secteur tertiaire avec les villes commerçantes et touristiques de Bayonne et Saint-Jean-Pied-de-Port.

Figure 1. Les cinq billets émis par Euskal Moneta



Crédits : photo prise par l'autrice.

2.2. Une monnaie ajustée aux intérêts du petit patronat

- 37 Les frontières de l'eusko ne sont pas seulement territoriales. Comme toutes les monnaies locales associatives en France, l'eusko repose sur une charte guidant les membres du « comité d'agrément », qui approuvent ou refusent l'adhésion des entreprises. Ce cadrage joue un rôle déterminant pour l'élargissement de la mobilisation, car imposer des critères trop restrictifs entraînerait le confinement du réseau monétaire à une niche, tandis qu'un cadrage trop lâche peut conduire à la perte de crédibilité de la monnaie (Blanc et Fare, 2016).
- 38 La charte de l'eusko met en avant des causes consensuelles — « pour la relocalisation de l'économie et les dynamiques locales », « pour la solidarité entre commerces, entreprises, associations et producteurs locaux », et « pour la promotion de la langue basque »¹⁴. En demandant à ses membres de s'engager « pour des pratiques plus sociales et écologiques », elle promeut une démarche plutôt qu'elle n'exige un comportement vertueux. Cependant, la charte marque l'opposition de la monnaie locale à des pratiques « non responsables » : « l'agriculture industrielle ou hors sol ; les entreprises appartenant à des réseaux de la grande distribution [...] ; les entreprises générant de fortes nuisances environnementales ». Une telle définition des adversaires est efficace pour susciter une adhésion parmi les patron·nes d'entreprises indépendantes, en

particulier les commerçant·es de centre-ville ou centre-bourg menacées par la concurrence des hypermarchés et des zones commerciales, ainsi que par le poids croissant du commerce en ligne.

- 39 Rodrigue justifie cette problématisation de l'économie locale par comparaison avec d'autres monnaies, en mettant à distance deux contre-modèles dans une logique de distinction. Le premier contre-modèle est incarné par la plupart des monnaies locales créées en France entre 2010 et 2015, qui affichent un cadrage étroit dans une charte comptant plusieurs dizaines de critères d'adhésion définissant des pratiques vertueuses, ce qui conduit à l'expression d'une logique d' enrôlement purement militante :

« On était assez outré de voir les autres monnaies locales, on se disait : "Comment ils sont sélectifs à l'entrée !" [...] En fait c'est des écolos qui veulent sortir du monde qui leur fait mal » (entretien, 23 octobre 2020).

- 40 Le second contre-modèle est celui de l'absence de cadrage en valeurs, conduisant à une logique de démarchage auprès de toutes les entreprises du territoire :

« Le Chiemgauer, c'est "on prend tout le monde", grande distribution comprise [...]»¹⁵. Et c'était l'autre truc qu'on ne voulait pas » (entretien, 23 octobre 2020).

- 41 Pour des militant·es attachées à l'économie solidaire, ce type de mobilisation sans adversaire ne saurait être une option acceptable.

- 42 Ce cadrage constitue un argument pour l' enrôlement des entreprises : nous avons observé que tout en gommant la dimension oppositionnelle de la monnaie, les salarié·es suivent une trame de démarchage qui souligne l'intérêt que les entreprises locales peuvent trouver à « se faire travailler » les unes les autres :

« Les professionnels vont réutiliser au maximum leur eusko en travaillant avec des entreprises fournisseurs du réseau Eusko, ils vont donc obligatoirement favoriser une entreprise locale, et ainsi de suite. Cela crée une économie circulaire où chaque eusko enrichira un acteur économique du territoire à chaque passage » (Document interne : « Procédure rendez-vous entreprise »).

- 43 L'équipe fondatrice de l'eusko s'est donc employée à susciter la sympathie de l'opinion publique par un travail de cadrage axé sur ses publics cibles et un travail de construction d'image voué à activer un sentiment d'appartenance territoriale au sein de la population locale. Ces activités discursives, symboliques et relationnelles relèvent de ce que Bert Klandermans et Dirk Oegema (1987) ont nommé « la mobilisation du consensus », qui vise par un travail militant la diffusion d'un point de vue sur un problème et la constitution d'un public acquis aux idées défendues. Mais le passage de la « mobilisation du consensus » à la « mobilisation pour l'action » implique de motiver les sympathisant·es à participer. Dans le cas d'une monnaie alternative, ce passage de la conviction à l'action exige de transformer les sympathisant·es en usagers et usagères d'un nouvel instrument monétaire et de nouveaux moyens de paiement.

2.3. « Faire un outil qui marche ». Une instrumentation dépolitisée

- 44 Cette monnaie alternative constitue un instrument d'action collective au sens de Pierre Lascoumes et Patrick Le Galès, c'est-à-dire un type d'institution sociale qui s'incarne dans des outils renvoyant à différentes techniques (Lascoumes et Le Galès, 2004, p. 14). Si l'instrument « monnaie locale » fait l'objet d'une politisation, avec une justification

symbolique et politique autour des valeurs et objectifs mentionnés plus haut, les dispositifs concrets, eux, apparaissent moins fortement politisés.

- 45 À l'époque de la conception de la monnaie, le principe de fonte¹⁶, initialement envisagé, finit par être abandonné après une réunion d'information, comme le relate Antoine : « On a fait la constatation que les gens, ils n'y comprennent rien ». Oihana légitime également ce choix par des arguments de faisabilité et donc de crédibilité (« on savait qu'on n'aurait pas de moyen de gestion »). Ce qui caractérise ici l'instrumentation, c'est une dépolitisation motivée par une recherche d'efficacité, qui résulte d'une confrontation entre les responsables du projet et le public mobilisé.
- 46 Peu après le lancement de l'eusko, les responsables s'attellent à la création de l'eusko numérique. Ce travail aboutit en 2017 à la mise en service de comptes en ligne et d'une carte de paiement, « Euskokart ». Euskal Moneta justifie ces évolutions de manière dépolitisée, en insistant sur l'aspect pratique des outils, comme l'explique Niko :
« Pour que l'appropriation soit la plus facile possible pour les gens, il faut qu'on fasse quelque chose qui ressemble le plus possible à ce qu'ils connaissent déjà » (entretien, 31 mars 2022).
- 47 Mais la légitimation de ces outils mobilise également un registre politique fondé sur le potentiel transformateur de l'instrument, comme présenté dans le projet de transition numérique :
« Cet outil 100 % numérique permettra [d']étendre encore les échanges en monnaie locale et [de] renforcer significativement ses impacts » (archives d'Euskal Moneta, 2015).
- 48 D'un côté, ces améliorations font l'objet d'une pratique de légitimation consistant à politiser les enjeux, sur le registre des « impacts » de la monnaie locale ; de l'autre, l'outillage est justifié par la liberté d'usage qu'il procure. En affirmant que plus les utilisations sont faciles, plus la monnaie circule, et plus son impact est important, les responsables de la monnaie articulent ces deux registres et donnent de la cohérence au travail discursif de légitimation.
- 49 La monnaie alternative basque s'est donc consolidée au prix d'un travail d'élargissement de la mobilisation monétaire, orienté en priorité vers deux groupes sociaux, les bascophones et le petit patronat. Le travail de popularisation de cette monnaie prend appui sur une politisation de l'appartenance locale, tout en s'efforçant de dépolitiser la construction des outils monétaires. Ces derniers sont justifiés sur le registre de l'efficacité, qui occupe une place croissante dans les discours de légitimation d'Euskal Moneta.

3. Consolider une institution territoriale. Professionnalisation, expertise, entrée dans le champ de l'action publique

- 50 Jérôme Blanc et Marie Fare (2018) ont montré qu'au bout de quelques années, la plupart des monnaies locales circulent de manière confidentielle, déclinent voire disparaissent ; seul l'eusko échappe à cet essoufflement. Il s'agit donc maintenant de comprendre à la fois comment la monnaie locale du Pays Basque s'est instituée en se dotant d'une organisation pérenne, et comment elle a été instituée par l'expertise et l'implication des pouvoirs publics.

3.1. Une professionnalisation des salarié·es et des bénévoles

- 51 L'institutionnalisation d'Euskal Moneta est soutenue par plusieurs transformations de son organisation interne. Dans le sillage d'un programme de recherche voué à éclairer le fonctionnement associatif par la sociologie du travail (Simonet-Cusset, 2004 ; Hély, 2009), il s'agit ici de montrer les transformations d'une association très tournée vers le monde entrepreneurial et commercial, qui se professionnalise et travaille à se construire une double légitimité à la fois auprès des pouvoirs publics (dont son modèle économique dépend encore) et des acteurs de l'économie territoriale.
- 52 Le processus de professionnalisation se manifeste d'abord par une augmentation de la masse salariale au cours du temps, suivant ce que Rodrigue nomme une « dynamique entrepreneuriale » fondée sur la création de postes dédiés au démarchage des entreprises :
- « Des chargés de dev' [développement] à 24 heures par semaine [en contrats aidés], qui font rentrer X pros [...], ils payent leur salaire. [...] L'année 2, ils vont te générer des revenus » (entretien, 23 octobre 2020).
- 53 Le recrutement de salariées est ainsi constitué comme un moyen qui permet l'extension du réseau d'entreprises, laquelle à son tour renforce les ressources propres de l'association par la récurrence des recettes issues des cotisations. Cette salarisation s'accompagne de transformations régulières dans l'organisation du travail. D'abord, les bénévoles sont rapidement exclues du travail de démarchage, défini comme le cœur de métier d'Euskal Moneta. Rodrigue en donne une justification à travers le récit de débuts chaotiques :
- « Tu avais des gens qui étaient capables d'aller parler à un boucher de Biarritz, en lui disant que face à la finance qui mangeait le monde, il fallait abattre le capitalisme. [...] Pff, tu ne peux pas dire ça à un boucher ! » (entretien, 23 octobre 2020).
- 54 La mise à l'écart de certains types de personnes et discours s'inscrit dans la continuité du travail de cadrage présenté précédemment et correspond à une étape dans la structuration d'une pratique de recrutement des entreprises. Leur démarchage fait ainsi l'objet d'une formalisation croissante au cours du temps qui rend visibles deux autres processus constitutifs de la professionnalisation. En outre, les profils recrutés changent. Les attentes en termes de compétences se précisent, de sorte que les militantes salariées des débuts sont progressivement remplacées par de jeunes diplômées recrutées sur la base de leur formation, dans le commerce, la communication ou des filières axées sur les compétences relationnelles comme le travail social. Enfin, se manifeste une rationalisation du travail, qui passe par la construction d'une multitude de procédures guidant les salariées dans la réalisation de leurs différentes tâches. Par exemple, le choix des entreprises à démarcher n'obéit pas au hasard, mais fait l'objet d'une priorisation qui consiste à cibler les fournisseurs des entreprises adhérentes, de manière à « boucler les circuits économiques » (document de formation interne : « Prospection »). Au cours du temps, c'est l'organisation du travail dans son ensemble qui s'est complexifiée, avec la structuration de « pôles » (administratif, communication, développement du réseau) et la création d'échelons hiérarchiques. À la réunion hebdomadaire de l'équipe se sont ajoutées des réunions de pôles, des réunions entre responsables de pôles ainsi que des procédures destinées à la

structuration du lien entre les dirigeant·es du comité de pilotage et les employé·es de l'entreprise associative.

- 55 Le bénévolat se retrouve ainsi cantonné à quelques activités : des tâches opérationnelles, comme la préparation des enveloppes de billets, sont réalisées par une équipe stable de bénévoles d'âge mûr ; dans l'événementiel, l'organisation de la fête annuelle de la monnaie locale mobilise une dizaine de volontaires dans les mois précédant l'événement, et les tables d'information tenues sur des marchés ou des forums associatifs mobilisent quant à elles une ou deux personnes parmi un petit groupe régulièrement sollicité.
- 56 Enfin, la professionnalisation touche également une catégorie particulière, celle des dirigeant·es bénévoles. Ce groupe, qui définit les orientations stratégiques de l'association et les fait appliquer par l'équipe salariée, a connu un important renouvellement autour de 2017, avec le recrutement de personnalités hautement qualifiées, reconnues professionnellement pour leurs qualités gestionnaires ou managériales, disposant d'un important capital social ou reconnues pour leur engagement dans les mondes militant, politique et associatif. Ce renforcement du comité de pilotage repose ainsi sur deux modes de légitimation fondés sur l'expertise et le capital militant.
- 57 Ces différents processus témoignent à la fois d'une professionnalisation de la structure – division du travail accrue, standardisation des tâches – et des personnes qui la composent, plus fortement sélectionnées, plus diplômées, mieux formées. Ces évolutions contribuent à légitimer l'eusko et à l'instituer, en même temps qu'elles mettent en jeu l'image militante de la monnaie, comme le signalent fréquemment les salariées, sur le ton de la plaisanterie :
- « On a des voitures neuves aux couleurs de l'association, on nous prend pour des banquiers maintenant ! » ; « On est une start-up ! » (notes de terrain, février 2020).

3.2 Une institutionnalisation des savoirs sur les monnaies locales

- 58 La formalisation de ces pratiques professionnelles se prolonge, au sein de l'association, par une production normative, valorisée sous forme d'expertise. En 2017, les dirigeant·es de l'eusko créent un « institut de la transition », qui propose des formations à d'autres monnaies locales. Des responsables ou des salariées d'Euskal Moneta dispensent régulièrement des formations politiques, gestionnaires ou techniques à des stagiaires représentant d'autres monnaies locales en France.
- 59 En même temps qu'elles sont pourvoyeuses de revenus pour l'association, ces formations contribuent à la transmission de savoirs expérientiels sur les monnaies locales. Elles s'appuient également sur un corpus théorique fourni. En effet, en même temps qu'elle se joue à l'intérieur de la structure, l'institutionnalisation de la monnaie locale par les savoirs se joue dans d'autres champs.
- 60 De nombreux travaux ont montré le rôle des références aux théories économiques dans l'action collective ou publique (Lebaron, 2000 ; Robert, 2008). Les monnaies locales bénéficient ainsi de la mobilisation, dans le champ académique, d'un petit nombre d'économistes qui travaillent à leur fournir un registre scientifique de légitimation. À la manière d'autres associations tournées vers l'action publique (Broqua, 2009), les responsables d'Euskal Moneta ont ainsi conscience de l'intérêt que peut présenter, en termes de valorisation ou de légitimation, le fait que la monnaie soit constituée en objet

d'étude ; lorsque l'association organise des conférences, elle convie fréquemment ces universitaires qui évoluent pour la plupart dans le sous-champ de l'économie hétérodoxe.

- 61 L' enrôlement des universitaires ne se limite pas à l' exploitation de leurs résultats de recherche. En effet, les responsables de l' association s' efforcent également de leur faire produire de nouvelles connaissances. L' implication d' Euskal Moneta dans une recherche-action portant sur une « mesure d' impact » de la monnaie locale peut ainsi être lue comme un autre versant de cette activité de légitimation par le savoir. Toutefois, une telle stratégie ne peut se comprendre qu' au regard des relations qu' entretient Euskal Moneta avec le champ des politiques publiques.

3.3. Devenir un objet de politiques publiques

- 62 Soutenue depuis sa création par différentes collectivités publiques, la monnaie locale amorce sa projection vers le champ des politiques publiques en janvier 2016 lorsque la ville d' Hendaye adhère à l' eusko, rapidement imitée par d' autres communes sur le territoire. Ces adhésions résultent d' un travail d' enrôlement qui s' appuie sur plusieurs éléments. D' abord, il tire parti de denses réseaux d' interconnaissance entre les responsables de la monnaie locale et les élus *abertzale* et écologistes du territoire, dont le poids électoral s' est accru au cours des 25 dernières années. Ensuite, au-delà de cette proximité politique, le professionnalisme d' Euskal Moneta est communément reconnu dans le champ politique local, au point que presque toutes les mairies qui ont adhéré à la monnaie locale l' ont fait par des conventions approuvées à l' unanimité des conseils municipaux. Enfin, la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi NOTRe) a provoqué des changements dans les modalités de conduite de l' action publique, notamment le renforcement de l' échelon intercommunal dans le domaine du développement économique (Duverger, 2019). Ceci a constitué un contexte d' opportunité favorable pour l' institutionnalisation de l' eusko : par son soutien financier mais aussi par son engagement symbolique aux côtés de la monnaie basque, la communauté d' agglomération du Pays Basque (CAPB) a joué un rôle crucial dans l' intégration de celle-ci au champ de l' action publique¹⁷.
- 63 Ce processus d' enrôlement s' intensifie à l' approche des élections municipales de 2020, lorsque Bizi démarre une campagne « pour la métamorphose écologique du Pays Basque », au cours de laquelle toutes les listes candidates sont invitées à s' engager pour l' adhésion de leur commune à l' eusko. Pour Euskal Moneta, l' adhésion des mairies charrie surtout d' importants bénéfices symboliques car elle constitue une source de légitimation importante, que les salariées mobilisent régulièrement comme argument à l' appui du démarchage des entreprises et que les responsables mentionnent dans les dossiers de demande de subventions.
- 64 On peut enfin ajouter que la projection de l' eusko dans l' espace des politiques publiques n' est pas limitée à l' échelon local. Certes, les relations entre Euskal Moneta et les pouvoirs publics nationaux peuvent parfois être tendues. Cela a été le cas, en 2017, lors d' un conflit qui a opposé la mairie de Bayonne à la préfecture des Pyrénées-Atlantiques au sujet de la possibilité pour les collectivités publiques de réaliser des paiements en eusko. Dans des déclarations à la presse, le maire de Bayonne a inscrit ce conflit dans le registre de l' ancrage local et des singularités territoriales, dénonçant une « crispation jacobine » de la préfecture et annonçant : « Nous résisterons, à Bayonne et au Pays

Basque ». Cette affaire a mobilisé également des dizaines d'élus, rassemblés derrière l'édile bayonnais. De telles prises de position réaffirment la dimension militante et autonomiste de la monnaie.

- 65 Au cours de la même période, cependant, l'association participe à un concours organisé par le ministère de la Transition écologique, en présentant un projet qui prévoit d'évaluer l'impact économique, environnemental et social de l'eusko. À l'issue d'un vote en ligne, cette proposition arrive en tête des 420 projets présentés au concours et reçoit un financement de 100 000 euros. En lien avec l'obtention de ce financement, Euskal Moneta mobilise de manière croissante un discours en termes d'« impacts » de la monnaie locale. Son intégration dans l'arène des politiques publiques s'accompagne en effet d'un travail politique de (re)cadrage pour répondre aux attentes de financeurs tels que l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) ou le ministère de la Transition écologique. Dans le discours de l'association, la mobilisation fondée sur des registres politiques, symboliques ou « identitaires » s'estompe alors progressivement au profit d'une mobilisation orientée par les finalités de la monnaie.
- 66 Finalement, l'institutionnalisation de la monnaie et son entrée dans l'espace des politiques publiques transforme le cadrage initial du projet, en atténuant plus qu'elle ne les efface ses dimensions militantes, qui peuvent être réactivées ponctuellement, par exemple lors d'une mise en conflit entre l'État et des acteurs publics locaux.

4. Conclusion

- 67 La genèse de l'eusko se situe indubitablement dans l'espace des mobilisations sociales. L'étude de cette monnaie locale illustre la place des mobilisations économiques dans le renouvellement des répertoires d'action et de la problématisation de l'autonomie au Pays Basque. Le développement de l'eusko a effectivement produit du changement institutionnel, par la projection de cette monnaie vers le champ de l'action publique locale et plus globalement par sa contribution à la constitution de normes, de procédés, de règles et savoirs propres aux monnaies locales. Un tel exemple démontre, s'il le fallait, la contribution des mobilisations sociales et des groupes d'intérêt à la production des politiques publiques (Michel, 2010), et la nécessité pour la sociologie de l'action publique d'étudier la fabrique des institutions « par le bas », à partir de l'action collective.
- 68 Au carrefour des théories de l'action collective et de la production de l'action publique, l'analyse de l'institutionnalisation de l'eusko au prisme du travail politique montre l'intense façonnage organisationnel et militant dont fait l'objet cette monnaie alternative. Dans un pas de côté par rapport à une discussion de théorie économique sur la nature de la monnaie, elle permet de mettre en évidence le caractère socialement et politiquement construit de la monnaie comme institution.
- 69 Plus fondamentalement, l'analyse montre différentes facettes d'un travail politique qui problématise, outille et légitime une monnaie alternative jusqu'à en faire un objet des politiques publiques locales, et d'un travail militant qui cadre, mobilise, enrôle et s'emploie à maintenir les engagements de différentes catégories de publics. Dans ce dialogue entre sociologie de l'action collective, sociologie du travail et sociologie de l'action publique, ce sont finalement les frontières conceptuelles entre travail politique et travail militant qui se retrouvent interrogées.

BIBLIOGRAPHIE

- Avanza, M., Laferté, G., 2005, « Dépasser la “construction des identités” ? Identification, image sociale, appartenance », *Genèses*, vol. 61, n° 4, p. 134-152.
- Benford, R.D., Snow, D.A., 2000, « Framing Processes and Social Movements: An Overview and Assessment », *Annual Review of Sociology*, vol. 26, p. 611-639.
- Blanc, J., 2015, « Contester par projets. Le cas des monnaies locales associatives », *Revue de la régulation*, n° 18, en ligne : <http://journals.openedition.org/regulation/11535>
- Blanc, J., 2018, « La communauté comme construction monétaire », *Revue Interventions économiques*, n° 59, en ligne : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/4911>
- Blanc, J. 2020, *Politiques territoriales de résilience et de transition écologique : la piste des monnaies locales*, Terra Nova, Paris.
- Blanc, J., Fare, M., 2012, « Les monnaies sociales en tant que dispositifs innovants : une évaluation », *Innovations*, vol. 38, n° 2, p. 67-84.
- Blanc, J., Fare, M., 2016, « Turning Values Concrete: the Role and Ways of Business Selection in Local Currency Schemes », *Review of Social Economy*, vol. 74, n° 3, p. 298-319.
- Blanc, J., Fare, M., 2018, « Pathways To Improvement. Successes and Difficulties of Local Currency Schemes in France Since 2010 », *International Journal of Community Currency Research*, vol. 22, p. 60-73.
- Blanc, J., Fare, M., Lafuente-Sampietro, O., 2020, « Les monnaies locales en France. Un bilan de l'enquête nationale », Rapport de recherche, Lyon.
- Briquet, J.-L., 1994, « Communiquer en actes. Prescriptions de rôle et exercice quotidien du métier politique », *Politix*, vol. 7, n° 28, p. 16-26.
- Broqua, C., 2009, « L'ethnographie comme engagement : enquêter en terrain militant », *Genèses*, vol. 75, n° 2, p. 109-124.
- Cauvet, M., Perrissin Fabert, B., 2018, *Les monnaies locales : vers un développement responsable. La transition écologique et solidaire des territoires*, Éditions Rue d'Ulm, Paris.
- Chamboredon, J.-C., Mathy, J.-P., Méjean, A., Weber, F., 1985, « L'appartenance territoriale comme principe de classement et d'identification », *Sociologie du Sud-Est*, n° 41-44, p. 61-85.
- Curtis, R.L., Zurcher, L.A., 1973, « Stable Resources of Protest Movements: The Multi-Organizational Field », *Social Forces*, vol. 52, n° 1, p. 53-61.
- Demazière, D., Le Lidec, P., 2008, « Dossier : La politique, un objet pour la sociologie du travail », *Sociologie du travail*, vol. 50, n° 2, p. 137-146.
- Dissaux, T., Fare, M., 2017, « Jalons pour une approche socioéconomique des communs monétaires », *Économie et institutions*, n° 26, en ligne : <http://journals.openedition.org/ei/5966>
- Dubuisson-Quellier, S., François, P., 2011, « Introduction. Institutions économiques et institutions marchandes. Nature, puissance et genèse », in Pierre François (dir.), *Vie et mort des institutions marchandes*, Presses de Sciences Po, Paris, p. 11-38.

Duverger, T., 2019, « Les transformations incrémentales de l'action publique locale au prisme des lois d'économie sociale et solidaire (ESS) et d'organisation territoriale », *Politiques et management public*, vol. 36, n° 4, p. 443-458.

Fare, M., 2016, *Repenser la monnaie : transformer les territoires, faire société*, Charles Léopold Mayer, Paris.

Gojard, S., Bessière, C., 2004, « Décloisonnements disciplinaires, transferts et malentendus », *Économie rurale*, n° 282, p. 59-71.

Guibert Lafaye, C., 2020, *Conflit au Pays basque: regards de militants illégaux*, Peter Lang, Berlin.

Hély, M., 2009, *Les métamorphoses du monde associatif*, Presses Universitaires de France, Paris.

Hély, M., et Simonet, M., 2013, *Le travail associatif*, Presses universitaires de Paris Ouest, Nanterre.

Itçaina, X., 2005, « Entre christianisme et altermondialisme : le syndicat paysan basque ELB », *Études rurales*, n° 175-176, p. 195-214.

Itçaina, X., 2006, « Les mobilisations discrètes : affirmation identitaire et choix économique au Pays Basque français », *Sociologia, Problemas e Práticas*, n° 50, p. 45-66.

Itçaina, X., 2009, « La représentation agricole en débat. Le cas du Pays Basque français », *Économie Rurale*, n° 312, p. 52-65.

Itçaina, X., 2010a, « L'identité au travail. Mobilisations économiques et territoire en Pays basque français », in Constant-Martin, D. (dir.), *L'identité en jeux. Pouvoirs, identifications, mobilisations*, Karthala, Paris, p. 379-399.

Itçaina, X., 2010b, « Les régimes territoriaux de l'économie sociale et solidaire : le cas du Pays Basque français », *Géographie, économie, société*, vol. 12, n° 1, p. 71-87.

Klandermands, B., Oegema, D., 1987, « Potentials, Networks, Motivations, and Barriers: Steps Towards Participation in Social Movements », *American Sociological Review*, vol. 52, n° 4, p. 519-531.

Laacher, S., 1997, « Les systèmes d'échanges locaux (SEL). Une expérience inédite mais fragile de solidarité », *Sociétés & Représentations*, vol. 5, n° 2, p. 173-182.

Lacroix, I., 2009, « Actions militantes et identités basques : trajectoires d'engagement, socialisations militantes et constructions identitaires dans les organisations nationalistes (et non-nationalistes) au Pays basque français », Thèse de sociologie, Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines.

Lacroix, I., 2013, « "C'est du vingt-quatre heures sur vingt-quatre !" : Les ressorts du maintien de l'engagement dans la cause basque en France », *Politix*, vol. 102, n° 2, p. 35-61.

Lagroye, J., François, B., Sawicki, F., 2012, *Sociologie politique*, Presses de Sciences Po et Dalloz, Paris.

Lascombes, P., Le Galès, P. (dir.), 2004, *Gouverner par les instruments*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris.

Lebaron, F., 2000, *La croyance économique : les économistes entre science et politique*, Le Seuil, Paris.

Lenzi, C., 2006, « L'enquête nationale sur les systèmes d'échanges locaux (SEL) en 2004 : éléments d'analyse », in Blanc, J. (dir.), *Exclusion et liens financiers. Monnaies sociales. Rapport 2005-2006*, Economica, Paris, p. 253-279.

- Maclouf, M., 2021, « Une “communauté paysanne” dans l’usage de l’eusko. Ethnographie d’une action économique », *Mémoire d’anthropologie*, École des hautes études en sciences sociales.
- Marshall, A. et O’Neill, D., 2015, « The Bristol Pound: A Tool for Economic Localisation ? », *Ecological Economics*, vol. 146, p. 273-281.
- Mathieu, L., 2005, « La constitution du mouvement altermondialiste français », *Critique internationale*, n° 27, p. 147-161.
- Mayer, N., Siméant, J., 2004, « L’espace de l’altermondialisme », *Revue française de science politique*, vol. 54, n° 3, p. 373-378.
- McAdam, D., 1995, « Initiator and Spin-Off Movements: Diffusion Processes in Protest Cycles », in Traugott, M. (dir.), *Repertoires and Cycles of Collective Action*, Duke University Press, Durham, p. 217-240.
- Michel, A., Hudon, M., 2015, « Community Currencies and Sustainable Development: A Systematic Review », *Ecological Economics*, vol. 116, p. 160-171.
- Michel, H., 2010, « Mouvements sociaux, groupes d’intérêts et politiques publiques », in Borraz, O., Guiraudon, V. (dir.), *Politiques publiques 2. Changer la société*, Presses de Sciences Po, Paris, p. 189-212.
- Milanesi, J., 2021, « L’Eusko et son écosystème », Journée d’étude : Innovations et métamorphoses monétaires, Paris.
- Neveu, É., 2015, *Sociologie politique des problèmes publics*, Armand Colin, Paris.
- Neveu, É., 2020, « Institutionnalisation des mouvements sociaux », in Fillieule, O., Mathieu, L., Péchu, C. (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po, Paris, p. 314-321.
- Pinos, F., 2020, « La monnaie locale eusko, une démarche stratégique dédiée à la création de valeur publique territoriale », *Revue internationale de l’économie sociale*, n° 355, p. 28-46.
- Poveda, T., 2020, « There is an alternative. Expériences de la pensée radicale et de l’agir pragmatique au Pays Basque Nord », Thèse de sociologie, Université de Pau et des Pays de l’Adour.
- Robert, C. 2008. « Expertise et action publique », in Borraz, O., Guiraudon, V. (dir.), *Politiques publiques 1. La France dans la gouvernance européenne*, Presses de Sciences Po, Paris, p. 309-335.
- Sawicki, F., Siméant, J., 2009, « Décloisonner la sociologie de l’engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, vol. 51, n° 1, p. 97-125.
- Schroeder, R., Miyazaki, Y., Fare, M., 2011, « Community Currency Research: an Analysis of the Literature », *International Journal of Community Currency Research*, vol. 15, n° 2, p. 31-41
- Ségas, S., 2004, « La grammaire du territoire : action publique de développement et lutte politique dans les “pays” », Thèse de science politique, Université Montesquieu-Bordeaux IV, Institut d’études politiques de Bordeaux.
- Seyfang, G., Longhurst, N. 2013, « Growing Green Money? Mapping Community Currencies For Sustainable Development », *Ecological Economics*, vol. 86, p. 65-77.
- Semal, L., 2019, *Face à l’effondrement : militer à l’ombre des catastrophes*, Presses universitaires de France, Paris.
- Servet, J.-M. (dir.), 1999, *Une économie sans argent : les systèmes d’échange local*, Le Seuil, Paris.

- Servet, J.-M., Swaton, S., 2018, « Penser la dimension de commun de la monnaie à partir de l'exemple des monnaies complémentaires locales », *Revue Interventions économiques*, n° 59, en ligne : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/3943>
- Simonet-Cusset, M., 2004, « Penser le bénévolat comme travail pour repenser la sociologie du travail », *Revue de l'IREs*, n° 44, p. 141-155.
- Smith, A., 2019, « Travail politique et changement institutionnel : une grille d'analyse », *Sociologie du travail*, vol. 61, n° 1, en ligne : <http://journals.openedition.org/sdt/14661>
- Snow, D.A., Rochford, E.B., Worden, S.K., Benford, R.D., 1986, « Frame Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation », *American Sociological Review*, vol. 51, n° 4, p. 464-481.
- Sommier, I., 2010, « Diffusion et circulation des mouvements sociaux », in Agrikoliansky, É., Sommier, I., Fillieule, O. (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, La Découverte, Paris, p. 101-120.
- Topalov, C. (dir.), 1999, *Laboratoires du nouveau siècle : la nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France, 1880-1914*, Éditions de l'EHESS, Paris.
- Urteaga, E., 2017, *La Communauté Pays basque : l'institutionnalisation du territoire*, L'Harmattan, Paris.
- Urteaga, E., 2019, *La nouvelle politique linguistique au Pays basque*, L'Harmattan, Paris.
- Voutat, B., 1996, « Objectivation sociale et mobilisations politiques. La question nationale dans le Jura suisse », *Revue française de science politique*, vol. 46, n° 1, p. 30-51.

NOTES

1. L'association émet de la monnaie locale en contrepartie de dépôts en euros, et doit garder en banque une réserve en euros équivalente au volume en circulation. Seules les entreprises sont autorisées à reconverter de la monnaie locale en euros, au prix d'une « décote » de 2 % à 5 % qui finance l'association gestionnaire de la monnaie et/ou génère des dons pour des associations partenaires.
2. En 2018, les monnaies locales de France ont une masse monétaire médiane de moins de 18 000 euros, et un nombre médian de membres à peine supérieur à 300 (Blanc *et al.*, 2020).
3. L'eusko circule au Pays Basque nord (en basque, *Iparralde*), correspondant à la moitié ouest des Pyrénées-Atlantiques.
4. Bizi est une association créée en 2009 à Bayonne, quelques mois avant le sommet de Copenhague (COP15). Elle se revendique du « mouvement altermondialiste international » et entend agir dans le domaine de « l'urgence climatique et écologique, par et pour la justice sociale ».
5. *Abertzale* : littéralement, « qui aime la patrie ». En 1960, apparaît le mouvement Enbata qui revendique cette appellation en politisant l'appartenance au « peuple basque ». Le mouvement *abertzale* se signale par des tendances qui vont du centre-droit aux gauches radicales. Au Pays Basque français, et à la différence de la situation qui prévaut Outre-Bidassoa, les mouvances de gauche sont politiquement dominantes.
6. Euskal Herria Zuzenean (« le Pays Basque en direct ») réunit annuellement plusieurs dizaines de milliers de personnes jusqu'à la fin des années 2000. Les recettes permettent de soutenir différents secteurs des mobilisations locales, notamment dans les champs éducatif et économique (Itçaina, 2006, p. 60).

7. La fondation culturelle Institut Manu Robles Arangiz (MRA) a été créée en 1991 par le syndicat basque ELA (*Eusko Langileen Alkartasuna* – Solidarité de travailleurs et travailleuses basques), historiquement lié au PNV (Parti nationaliste basque, centre-droit) au Pays Basque sud et qui compte plus de 100 000 adhérent·es outre-Bidasoa. ELA s'est installé au Pays Basque nord non comme syndicat mais à travers son organisme de formation, la Fondation MRA, investie de fait par des idées marquées à gauche et qui propose des ressources à un ensemble de mouvements sociaux et collectifs « progressistes et/ou *abertzale* ».

8. Cette association, dont le nom *Euskal Herriko Laborantza Ganbara* (EHLG) signifie littéralement « Chambre d'agriculture du Pays Basque », est une émanation du syndicat paysan ELB (*Euskal Herriko Laborarien Batasuna*), membre de la Confédération Paysanne. Pour une histoire de sa genèse et des controverses qui ont agité sa création, voir Itçaina, 2009.

9. Nous empruntons le terme de « nébuleuse » à Christian Topalov qui l'a employé pour désigner le mouvement réformiste au tournant du XX^e siècle. Nous décrivons, en le paraphrasant, des individus et des organisations « aux inclinations politiques différentes et souvent opposées » qui, explicitement ou à mots couverts, s'auto-identifient comme *abertzale* ; un réseau d'interactions très denses, tissé d'institutions, d'associations, de cercles culturels, qui constituent « les lieux, les milieux et les réseaux » de sociabilités qui forment un petit monde auquel se réfèrent fréquemment nos enquêtés ; la construction d'un « sens commun » de la cause basque, facilitée par des acteurs communs, et pour certains « multipositionnels » (Topalov, 1999, p. 12-14).

10. Les « valeurs fondatrices » sont représentées comme suit : deux représentants d'organisations œuvrant pour le développement local et les circuits courts, un sur la thématique du social et de la solidarité, trois en faveur de la langue basque, et trois en défense de l'agriculture durable et de l'environnement.

11. Littéralement « du peuple », « du pays ». Créée en 1980, Herrikoa collecte l'épargne de plusieurs milliers de particuliers actionnaires et réalise des investissements en capital dans des entreprises du territoire. Elle entend « soutenir la création d'emplois au Pays Basque ».

12. En partenariat avec l'Office public de la langue basque (OPLB), Euskal Moneta compte, selon les périodes, une ou deux « chargées de développement *euskara* ». Ces salariées visitent les entreprises du réseau, relèvent les besoins de traduction et les transmettent à l'OPLB qui les réalise.

13. La journée d'Herri Urrats est la fête des *ikastola*. Au-delà de sa dimension militante, l'événement constitue aussi une grande fête populaire qui attire plusieurs dizaines de milliers de personnes chaque année.

14. La promotion de la langue basque compte certes des opposant·es, mais la tendance est à une normalisation de ce sujet, notamment du fait de l'implication des pouvoirs publics locaux et du consensus parmi les élus (Urteaga, 2019).

15. Monnaie régionale (*regiogeld*) lancée en 2003, le Chiemgauer a longtemps été la monnaie locale la plus développée d'Europe. En 2012, plusieurs fondateurs et fondatrices de l'eusko réalisent un « voyage d'étude » en Bavière pour en découvrir le fonctionnement. Cette monnaie a grandement inspiré l'eusko.

16. La fonte désigne une dépréciation périodique de la monnaie. Les billets ont une durée de validité au-delà de laquelle ils perdent une partie de leur valeur. Imaginé au début du siècle dernier par le théoricien Silvio Gesell dans le cadre d'une réforme monétaire globale, ce mécanisme est censé favoriser la circulation de la monnaie. Dans les années 1980, l'idée imprègne les alternatives monétaires, avant de se marginaliser au milieu des années 2010 (Blanc, 2018).

17. Créée en 2017, la CAPB regroupe l'ensemble des communes du Pays Basque français (soit 158 communes). Elle fait partie des cinq communautés d'agglomération les plus peuplées de l'Hexagone et c'est la première en superficie et en nombre de communes.

RÉSUMÉS

Cet article analyse la production sociale et politique d'une monnaie locale. À partir d'une enquête sur la monnaie « eusko » au Pays Basque français, l'article démontre que l'institutionnalisation de cette monnaie alternative relève d'un intense travail politique mené par des acteurs dotés de ressources variées, organisés et capables de mobiliser des réseaux denses. Ce travail politique s'est déployé sous la forme d'un travail relationnel de construction d'alliances dans le mouvement autonomiste basque et d'un travail de cadrage symbolique qui s'est attaché à politiser l'appartenance locale. L'association a certes construit un instrument monétaire mais, plus encore, elle s'est attelée à faire émerger une institution et à la légitimer, ou du moins à la normaliser, en vue de sa diffusion y compris dans le champ de l'action publique. Nous cherchons ainsi à « décloisonner » une analyse en termes de mouvements sociaux en couplant l'étude des filières et réseaux d'adhésion à celle des processus d'institutionnalisation.

This article shows how a local currency emerges, spreads and becomes institutionalised. In other words, it analyses its social and political production. Based on research within the Euskal Moneta non-profit organisation in the French Basque Country, which manages the “eusko” currency, the article demonstrates that the institutionalization of this alternative currency is the result of intense political effort. This political effort took the form of relational work to build alliances within the Basque autonomist movement, and a symbolic effort to politicise local belonging. The organisation has certainly built a monetary instrument, but more than that, it has sought to create and legitimise (or at least normalise) an institution, in order to disseminate it, including within the field of public action. We thus seek to integrate an analysis in terms of social movements by combining the study of membership networks and channels with that of institutionalisation processes.

INDEX

Keywords : Institutionalisation, Mobilisation, Legitimation, Political Work, Non-profit Organisation, Money

Mots-clés : Institutionnalisation, Mobilisation, Légitimation, Travail politique, Travail associatif, Monnaie, Prix du jeune auteur

AUTEUR

MATHILDE FOIS DUCLERC

Centre Émile Durkheim – science politique et sociologie comparative
UMR 5116 CNRS, Sciences Po Bordeaux et Université de Bordeaux
11, allée Ausone, 33607 Pessac Cedex, France
mathilde.foisduclerc[at]scpobx.fr